

31 OCTOBRE 2021 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

## CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE À L'ISSUE DU SOMMET DU G20 À ROME.

[Télécharger le .pdf](#)

Bonjour Mesdames, Messieurs,

Heureux de vous retrouver à l'issue donc de ce G20. Je veux avant toute chose remercier l'Italie pour son accueil et l'organisation de ce sommet, remercier Mario DRAGHI, qui a présidé nos travaux, pour son efficacité et sa parfaite organisation, remercier aussi les habitants de Rome pour leur accueil si chaleureux à l'occasion de ce G20.

Rien n'était écrit d'avance et je crois pouvoir dire que ce G20 a témoigné de son utilité malgré une sortie du Covid qui rendait une partie des débats difficile avec plusieurs de nos collègues à distance, malgré le contexte que nous connaissons, et beaucoup de divisions ou de diversions qui étaient là. Ce G20 a permis véritablement d'obtenir des résultats et de marquer une étape, je crois structurante, dans ce que j'ai voulu défendre et souvent appelé le multilatéralisme efficace.

Premièrement, sur le cœur du métier du G20, à savoir la relance de l'économie mondiale, dans le contexte que nous connaissons, et une relance plus juste. Plusieurs résultats ont été obtenus par ce G20.

Nous avons d'abord tous convergé sur la nécessité d'avoir une coordination étroite entre pays producteurs et consommateurs sur les sujets d'énergie. Je crois que le consensus s'est établi sur le fait que, à la fois la forte augmentation, mais aussi la volatilité des prix, qu'il s'agisse du gaz comme du pétrole, est de nature aujourd'hui à fragiliser la reprise et la croissance mondiale. Et donc, il a été acté une nécessité de se coordonner entre États producteurs et entre États consommateurs à très court terme. C'est un élément clef aujourd'hui pour éviter toute tension excessive. Nous avons aussi acté la même chose sur plusieurs composants, en particulier, dans le secteur industriel. Nous y travaillons ardemment. En plus de ces initiatives, il y a évidemment tout ce que nous faisons au niveau européen et au niveau national.

Deuxième élément, et c'est pour moi l'un des résultats les plus structurants de ce G20, nous avons confirmé l'accord qui avait été obtenu au niveau des ministres des Finances sur la fiscalité. En effet, c'est un résultat historique, celui qui permet une taxation juste, 15 % à minima, des multinationales et des grandes plateformes du numérique, ce qui, pour nos concitoyens était une attente forte. Et ici, je tiens vraiment à souligner ce résultat très concret, d'abord parce qu'il est le fruit d'un travail, d'un combat que la France mène depuis 4 ans, d'un combat qui nous a parfois valu des rétorsions. Je pense en particulier aux viticulteurs français qui ont eu à subir l'ire de la précédente administration américaine et subir des mesures de rétorsion à cause de cela. Et donc, là où nous avons d'abord voulu bâtir un accord européen, où il nous avait été opposé la nécessité d'un accord au niveau de l'OCDE, cet accord est maintenant obtenu, le G20 l'a endossé. Ce qui nous permettra, sur le premier pilier, de le traduire concrètement par une convention OCDE en janvier durant l'année 2022 et une mise en œuvre à partir du 1er janvier 2023. Et sur le deuxième pilier, une directive européenne sera soumise par la Commission européenne dans les prochaines semaines et nous ferons tout pour qu'elle puisse être parachevée sous la présidence française. Et donc, nous sommes bien au temps des avancées, du concret. Ce ne sont plus des mots et des déclarations. Nous avons réussi à convaincre tout le monde et à bâtir un accord sur cette taxation juste et minimale, ce qui est à mes yeux un très grand changement.

De la même manière, nos travaux ont aussi permis de venir à bout de désaccords que nous avions sur

en particulier l'acier et l'aluminium, et de démanteler les tarifs qui avaient été mis en place par les États-Unis d'Amérique sur l'Europe. Ce qui est un point important aussi de la pacification des relations, de l'amélioration du lien transatlantique sur ce sujet.

Enfin, sur ce premier volet qui est celui de l'économie mondiale, ce G20 a permis de mettre en œuvre, là aussi, ce qui était au cœur de l'agenda français pour une reprise économique plus juste : la question d'un financement solidaire de la relance mondiale et de la réallocation des droits de tirage spéciaux vers les pays les plus pauvres ou à revenus intermédiaires, et en particulier les pays africains. Il y a un an, presque jour pour jour, lors du Forum de Paris pour la paix, la France, avec plusieurs autres États amis et avec la directrice générale du FMI, avait lancé cette idée que nous puissions émettre des droits de tirage spéciaux pour pouvoir accroître le financement des pays qui en avaient le plus besoin. Cet accord s'est cristallisé avec la nouvelle administration américaine.

Le 18 mai dernier à Paris, alors que ces 650 milliards étaient confirmés, nous avons plaidé pour qu'il y ait une réallocation des droits de tirage spéciaux permettant d'atteindre 100 milliards de droits de tirage spéciaux vers l'Afrique. Parce que la clé de répartition normale ne donnait qu'une vingtaine de milliards, après effort 33 milliards, au continent africain. Là où nous étions, il faut bien le dire, quelques rares à le demander au mois de mai dernier, le travail de ces derniers mois a permis de consacrer aujourd'hui un accord des pays du G20 pour qu'il y ait plus de 100 milliards qui aillent vers l'Afrique grâce à cette réallocation. La France a fixé l'étalon à 20 % de réallocation de nos propres droits de tirage spéciaux, ainsi suivie par les Américains, les Britanniques, les Italiens et d'autres pays qui se sont engagés à contribuer. C'est une avancée majeure parce que c'est un élément de contribution, justement, au financement des économies africaines dans le contexte que nous connaissons. Je rappelle que la Banque mondiale a établi le besoin de financement des économies africaines de 2020 à 2025 à environ 300 milliards de dollars. Nous faisons avec cela le tiers de l'effort. Ce n'est donc pas pour solde de tout compte, mais c'est une contribution essentielle dans un paysage où nous n'étions pas au rendez-vous des résultats. Je tiens à dire ici que cette réallocation de nos droits de tirage spéciaux est additionnelle et supplémentaire à tout ce qui est fait par ailleurs en matière climatique.

La deuxième grande priorité est pour moi le sujet de la santé. Nous savons que seule la coopération permet de vaincre véritablement la pandémie, et donc, nous avons consolidé plusieurs avancées lors de ce G20.

D'abord par un accord pour que les États partagent de manière transparente les informations sur le partage et la livraison de doses. La France plaide depuis plusieurs mois, vous le savez, pour que nous nous concentrions, avant tout, sur le nombre de doses livrées et son juste suivi en fonction des besoins. Et ne pas substituer ce débat par l'accumulation de milliards dont on ne connaît pas ni le rythme et ni les finalités. C'est nécessaire pour tenir nos objectifs de vaccination à l'échelle internationale et surtout pour être au rendez-vous des besoins de nos partenaires africains. Sur ce volet, le G20 a acté ce mécanisme de transparence indispensable.

Je veux ici dire que l'Europe est exemplaire, et que la France est au rendez-vous de ces objectifs qui ne sont donc pas là aussi que des mots. La France s'était engagée, je vous le rappelle, il y a six mois, à donner 60 millions de doses. J'avais ensuite, il y a quelques mois, augmenté cet engagement en disant nous donnerons 60 millions de doses d'ici la fin de l'année 2021 et 120 millions de doses d'ici juin 2022. Je peux vous dire qu'aujourd'hui, nous sommes au rendez-vous et même en avance sur ces engagements, puisqu'au moment où je vous parle, la France a donné au mécanisme COVAX 67 millions de doses. Ce qui signifie que maintenant, pour certaines, environ un peu plus de 20 millions, ces doses soit ont déjà été distribuées et vaccinées, soit sont en cours d'acheminement. Pour tout le reste, c'est une discussion entre les laboratoires et COVAX, mais le transfert de propriété, si je puis dire, a été acté entre la France et le mécanisme COVAX. 67 millions de doses et nous le compléterons évidemment sur le début de l'année 2022 pour être au rendez-vous de nos autres objectifs. Si tous les pays du G20 font comme la France, c'est-à-dire qu'un habitant donne une dose au mécanisme COVAX, alors nous serons en capacité de tenir nos objectifs de vaccination pour la fin de l'année 2021.

Le deuxième élément clé en matière de lutte contre la pandémie, est évidemment la levée des restrictions à l'export. En effet, durant toute la crise, nous avons vu que des mécanismes de restrictions à l'export avaient ou bloqué la production de certains États membres, ou bloqué la juste distribution vers des pays, en particulier des pays en voie de développement ou à revenus intermédiaires qui en avaient besoin. À cet égard, je veux également rappeler la fierté que nous pouvons avoir en tant qu'Européens. L'Europe est le seul continent au monde qui n'a jamais procédé à ces restrictions à l'export. Au moment où je vous parle, l'Union européenne a produit deux milliards de doses, elle en a produit la moitié pour elle-même et exporté l'autre moitié. Aucun autre ne peut plaider un tel bilan. Et donc, il est absolument important à cet égard de continuer sur cette voie et de lutter contre tous les mécanismes qui ont pu entraver la bonne avancée de notre lutte contre l'épidémie durant les mois précédents, et en particulier, de renforcer le rôle de l'Organisation Mondiale du Commerce et de l'Organisation Mondiale de la Santé, à ce titre.

Troisième élément clé en matière de vaccins, c'est évidemment de poursuivre notre impulsion pour aider à produire davantage de vaccins dans les pays à revenus intermédiaires et les pays les plus pauvres pour permettre une vaccination plus rapide et plus efficace. C'est complémentaire, c'est absolument nécessaire. Ça ne se substitue pas parce qu'on sait que même si on accélère cette production, elle prendra plusieurs mois, parfois plusieurs années, et elle ne peut répondre à l'urgence de la politique vaccinale sur le continent africain en particulier. Cette stratégie, c'est celle que nous avons lancée au printemps dernier au Rwanda et en Afrique du Sud, lors des déplacements que j'y avais effectué, et de manière très étroite avec plusieurs états membres de l'Union, en particulier l'Allemagne, mais avec également, évidemment, la Commission européenne et beaucoup d'autres partenaires. Nous avons d'ores et déjà avancé en signant des contrats au Rwanda, en Afrique du Sud, mais également au Sénégal, lesquels impliquent d'ailleurs, très étroitement les Instituts Pasteur et plusieurs autres entreprises européennes et également internationales.

Je rappelle les chiffres, l'Afrique représente 20 % des besoins de vaccination, pour cette pandémie comme pour tout autre. Elle a aujourd'hui 2 % des capacités de production. Ce qui veut dire que face à une crise similaire, nous serions confrontés évidemment aux mêmes problèmes d'acheminement. Tout ça plaide pour continuer à avancer sur une meilleure coordination et nos travaux ont permis aussi d'avancer dans notre conviction et notre volonté de financer justement des mécanismes de prévention et de suivi de telles crises, coordonnés de manière très étroite et sous supervision de l'Organisation mondiale de la santé, ce qui est absolument indispensable.

Je veux aussi ici rappeler l'importance d'avoir une politique cohérente et dans la durée pour renforcer les systèmes de soins primaires des pays les plus pauvres, en particulier les pays africains. Ce que la France conduit à travers son aide bilatérale et le travail que fait l'Agence française de développement et ce que nous souhaitons renforcer, en particulier à travers nos partenariats avec l'Unicef. Parce que justement, sans ce renforcement des mécanismes de santé primaires, les campagnes de vaccination ne peuvent être assurées sur le terrain, même quand les doses sont livrées.

Troisième priorité après la croissance mondiale plus juste et la lutte contre la pandémie, c'est l'impulsion nécessaire à la COP 26 qui s'ouvre et donc la contribution en matière de climat et biodiversité de ce G20. Là-dessus, je veux le dire, ce G20 a été malgré les tensions, malgré les divergences qui peuvent apparaître et que les négociations des derniers jours, parfois des dernières heures, ont pu confirmer, a permis de recréer de la convergence en vue de Glasgow. Ce qui montre qu'il n'y a pas de fatalité et qu'au contraire, nous pouvons avoir des résultats concrets.

J'entends tous les discours très alarmistes sur ces sujets. Je suis moi-même inquiet et nous sommes pleinement mobilisés. Mais je voudrais qu'on prenne deux pas de recul et qu'on regarde la situation où nous étions il y a quatre ans. Il y a quatre ans, les États-Unis d'Amérique disaient « Nous quittons l'accord de Paris ». La Russie et la Turquie n'avaient toujours pas ratifié ces accords et tout le monde

doutait de nos capacités à être dans les clous. Au moment où je vous parle, l'Union européenne a pris toutes les décisions et maintenant, c'est une question de mise en œuvre pour être dans les clous. Rehausser nos engagements pour 2030, avoir un green deal qui nous permet d'être au rendez-vous de 2030 et endosser ensemble en Européens l'objectif de neutralité carbone 2050. Les États-Unis sont revenus dans le club et ont réadhéré aux accords de Paris et la Russie et la Turquie ont ratifié cet accord. Donc nous avons reconvergé malgré toutes les difficultés.

Le risque de cette sortie de Covid était d'avoir un doute et, au fond, une fracture Nord-Sud qui se recrée sur le sujet des financements et de la capacité à réussir. Premièrement, nous avons tous acté et dit clairement que l'ambition des 1,5 °C d'augmentation devait être réitérée et donc que tous ceux qui voulaient oublier cet objectif sombraient en quelque sorte dans la fatalité des 2°C et n'ont pas eu raison de nos débats. Ce qui est en quelque sorte le premier élément duquel on décline ensuite la neutralité carbone 2050, le renforcement de nos objectifs 2030 et placent tous les pays membres du G20 dans la même dynamique. Maintenant, tout le travail va être de continuer à obtenir des efforts supplémentaires de la Chine, d'autres émergents et de la Russie en particulier pour pouvoir tenir cet agenda. Mais d'ores et déjà, les derniers mois et la stratégie nationale que la Chine a annoncé d'ailleurs ces derniers jours montrent que des pas continuent d'être faits dans la bonne direction.

Deuxième progression de ce G20, c'est notre accord sur justement le financement solidaire de cette stratégie climat, les fameux 100 milliards, le fonds de 100 milliards pour financer la transition climatique et énergétique des pays en voie de développement et des pays les plus pauvres. Sur ce sujet, quelle est notre difficulté ? Notre difficulté a été la disparition des États-Unis d'Amérique pendant quatre ans. C'est ça la réalité. C'est que là où nous avons accumulé des financements durant plusieurs années qui permettent d'être au rendez-vous pour 2020, il y a eu un retard américain. Je veux saluer vraiment le réengagement de l'administration du Président BIDEN et sa volonté de rattraper ce retard. Le rapport remis par l'OCDE montre que nous arriverons aux 100 milliards de finance climat en 2023 et que nous atteindrons près de 600 milliards sur la période 2020-2025. Ce qui veut dire que oui, nous serons au rendez-vous des 100 milliards par an sur 2020-2025. On peut le dire à la lumière de ce rapport et des engagements confirmés.

Deuxièmement, la question-clé, c'est ce que nous sommes dès maintenant à 100 milliards par an et les quelques milliards qui nous manquent sont dus à un effort additionnel qui doit passer ou pas au Congrès américain. Sur ce sujet, je veux dire très clairement que là aussi, l'Europe est au rendez-vous de ses engagements. Avec plus de 25 milliards d'euros par an, nous sommes au rendez-vous des engagements que nous avons pris et nous irons plus loin encore. Et la France est au rendez-vous de ses engagements avec 7 milliards de dollars par an. Donc, sur ce point, nous sommes véritablement au rendez-vous de ce que nous devons faire et des engagements que nous avons pris.

Ce que nous avons discuté entre États membres et ce que nous avons discuté avec le FMI, et ce qui doit pour moi dans les prochains jours être parachevé, c'est de savoir comment mieux mobiliser la solidarité internationale et nos financements pour permettre de couvrir l'écart éventuel qu'il y aurait dès l'année 2021, avec une réallocation encore supplémentaire des droits de tirage spéciaux ou un accord additionnel du Congrès, conformément à ce que propose l'administration américaine.

Troisième avancée en matière de climat, c'est sur le charbon. Le G20, comme vous le savez, réunit les plus grands émetteurs de la planète. Ensemble, ils représentent 80 % des émissions de gaz à effet de serre. Il était donc très important qu'ils s'engagent et nous avons pris ensemble un engagement très concret que nous apporterons sur la table de la COP, celui d'arrêter tout financement international du charbon à l'étranger d'ici la fin de cette année et engager la transition de toutes les économies du G20 vers une énergie décarbonée.

Là aussi, rien n'était écrit en la matière. Je veux saluer les efforts faits dès le G7 par la Corée du Sud et le Japon et ces dernières semaines par la Chine, qui ont permis -puisque c'étaient les 3 principaux financeurs - d'aller dans cette direction et d'obtenir ce résultat très concret lors de ce G20. C'est pour

moi un élément clé de la transformation de nos économies. À ce titre, l'ensemble de ces efforts, à la fois le financement solidaire et la sortie du charbon, montrent que les transitions sont bien possibles et, si besoin était, de donner un exemple à cet égard, l'Afrique du Sud suffit à l'illustrer. Elle est un exemple très concret de ce que nous pouvons faire, l'Afrique du Sud, à travers justement une stratégie nationale très ambitieuse, est en train de finaliser un accord permettant de réduire très fortement sa dépendance au charbon et est accompagnée par l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, les États-Unis, la Commission européenne pour justement accompagner sa transition et passer d'une économie très dépendante du charbon à une économie décarbonée.

Au-delà de cet agenda très ambitieux en matière de climat, nous avons aussi acté en G20 le lien extrêmement structurant qui existe entre l'agenda climatique et l'agenda pour la biodiversité, puisque nous aurons encore demain à Glasgow plusieurs éléments qui feront celui-ci. Et nous l'avons montré en début d'année avec le One Planet Summit à Paris, mais cet agenda se renforce mutuellement. La France, comme vous le savez, a pris plusieurs engagements réitérés à l'UICN à Marseille, il y a quelques mois, et des initiatives comme la Grande Muraille Verte acte la complémentarité de ces deux agendas.

Enfin, plus largement, ce G20 a permis également de revenir sur l'agenda transatlantique. J'ai eu l'occasion de m'exprimer avec le Président BIDEN vendredi après-midi sur ce sujet, d'y revenir ensuite, d'avancer sur l'agenda Indopacifique. Je pourrais y revenir, si vous le souhaitez, dans le cadre des questions, mais à travers les différentes bilatérales que j'ai pu mener avec l'Indonésie, l'Inde, la Corée du Sud ou Singapour, nous avons là aussi avancé sur notre vision et les concrétisations qui sont les nôtres sur l'agenda Indopacifique.

Nous avons pu aussi avancer sur l'agenda euro-africain puisque nous avons organisé hier, en marge de ce G20, une réunion entre les principaux dirigeants africains présents et quelques autres en visioconférence, et les dirigeants européens présents pour bâtir l'agenda et la substance de ce qui sera le sommet entre l'Union africaine et l'Union européenne, qui se tiendra les 17 et 18 février prochains.

Et ce sommet a été aussi l'occasion de plusieurs échanges bilatéraux sur lesquels je pense que nous ne manquerons pas de revenir dans le cadre des questions, en particulier avec nos amis et voisins britanniques.

Enfin, je pense que ce G20 doit nous conduire à sortir également plus fort en soutien à nos organisations multilatérales. Je l'ai évoqué, nous devons, dans le contexte qui est le nôtre, continuer ou plutôt réactiver les travaux pour la modernisation de l'Organisation mondiale du commerce et bâtir un agenda commercial cohérent avec nos objectifs climatiques et sociaux. Deuxièmement, nous devons absolument défendre l'indépendance de l'Organisation mondiale de la santé, mais aussi sa place dans la coordination de toutes les initiatives prises en la matière. Troisièmement, renforcer le rôle de l'OCDE qui va avoir un rôle d'exécution absolument clé dans la mise en œuvre de notre taxation minimale, mais qui est aussi un acteur clé de la politique de responsabilité et de suivi des résultats en terme climatique. Ça a été un souhait de la France et une initiative a été portée il y a quelques mois. Et enfin, une politique de soutien aussi à l'égard de plusieurs agences des Nations unies, comme le Programme alimentaire mondial, puisque nous aurons en la matière une initiative que nous portons aussi pour lancer une coalition pour l'alimentation de nos enfants et en particulier la bonne alimentation à l'école de nos enfants qui est clé, compte tenu de tous les objectifs qui sont les nôtres en matière de lutte contre la faim.

Je ne serai pas plus long, mais voilà quelques-uns des résultats et des initiatives, tout ça pour vous dire que beaucoup de sujets que nous poursuivons depuis plusieurs années ou depuis plusieurs mois et qui étaient au cœur de l'agenda français ont trouvé au moment de ce G20 un point d'aboutissement et de concrétisation très important pour nous, et que ce G20 acte une étape importante dans ce multilatéralisme efficace et des résultats, auxquels, pour ma part, je crois. Je vais maintenant répondre à vos questions.

